

RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

Le mot de la présidente



Les coups pleuvent pour les salariés

Ce mois de novembre n'échappe pas à la règle. C'est encore une série de mauvais coups qui sont portés aux salariés par Nicolas Sarkozy et son gouvernement.



Taxation des indemnités d'accidents du travail (voir page 7), vote au Sénat du projet de loi transformant la Poste en société anonyme et mettant fin au monopole sur le courrier, relèvement du forfait hospitalier et nouveaux déremboursements de médicaments inclus dans la loi sur le financement de la sécurité sociale 2010, définitivement adoptée, loi Carle qui impose le financement des écoles privées par les communes, n'en sont que quelques exemples, en attendant de nouvelles mesures qui se préparent pour l'année qui vient, comme celles sur les retraites. Sans oublier les nouvelles suppressions d'emplois prévues dans les hôpitaux publics, avec pour effet une nouvelle dégradation de notre système de santé publique, qui pourrait bientôt ressembler à celui des Etats-Unis que Barack Obama cherche à réformer avec quelques chances de succès. Ni la suppression de la taxe professionnelle qui va conduire au transfert sur les ménages – via les impôts locaux – d'une partie des impôts jusqu'ici payés par les entreprises, qui deviennent de moins en moins citoyennes.

Et, pendant ce temps-là, le chômage continue de croître à un rythme élevé (+ 100 000 au mois d'octobre, en comptant les salariés qui ne travaillent que quelques heures par mois et sans prendre en compte tous les radiés du Pôle Emploi). Mais, rassurez-vous, la ministre Lagarde veille. Ses communiqués d'un mois sur l'autre ne changent pas, comme pour faire croire que tout va bien dans le meilleur des mondes. Pourtant, ce n'est pas avec la croissance du PIB prévue en 2010 (0,5 %) que les choses vont s'améliorer. Au contraire !

Face à cette crise sociale de grande ampleur, on aurait pu espérer que le gouvernement se montre combatif. Ce n'est évidemment pas le cas. Le grand emprunt a fait pschitt. Il ne serait finalement que de 35 milliards et ne permettra guère de relancer l'économie. On attend toujours que le paquet fiscal soit abrogé, montrant ainsi la solidarité des plus riches à l'égard du reste de la population. C'est le contraire qui a failli se produire avec une nouvelle tentative de suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune dans un amendement au projet de loi de finances, heureusement repoussé par les sénateurs.

Cela n'empêche pas non plus la Cour des Comptes et son président, Philippe Seguin, de s'attaquer dans ses rapports aux services publics. Dernière trouvaille pour soi-disant faire des économies : remplacer les TER jugés déficitaires par des bus. Manière sans doute d'alimenter la taxe carbone. Quant à l'environnement et à la qualité de vie des usagers, qu'importe ! Mais le président de la Cour des Comptes ne prend jamais ni TER ni bus ... Le plus scandaleux, c'est cette intrusion dans la politique gouvernementale d'un organisme censé aider l'Etat. Quant au Parlement, à qui devrait revenir le pouvoir de contrôle, il en est de fait dépouillé. On le voit avec le refus des godillots de la majorité parlementaire de créer une commission sur les sondages de l'Elysée.

Et ce n'est pas la mise en œuvre du traité de Lisbonne et de la réaffirmation du principe de la concurrence libre et non faussée qui nous tranquilliseront pour la suite. Le gouvernement va trouver là un excellent prétexte pour continuer sa politique de démantèlement des services publics et de destruction de notre modèle social.

Face à cette situation, on aimerait que la gauche se fasse davantage entendre et s'attelle à la rédaction d'un projet constituant une véritable alternative. C'est ce qu'attendent nos concitoyens qui, faute de débouchés politiques, montrent leur lassitude lors des appels à la grève ou à des manifestations. Pourtant, nos 7èmes Vendémiaires l'ont montré, l'envie de rechercher des convergences entre militants politiques, syndicaux et associatifs est bien réelle. Encore faut-il qu'une impulsion soit donnée pour qu'elle se concrétise. Réso est prête à prendre toute sa part pour la réussite de cet objectif.

Marinette BACHE

SOMMAIRE

p1 : Le mot de la présidente

p2 : Solidarité internationale

p3 à 5 : Compte-rendu des 7èmes Vendémiaires

p6 Après la casse de la SNCF, on prépare celle de la RATP

p6 Les bras m'en tombent

p7 Lancement des Etats généraux pour le service public

p7 : Pétition contre la taxation des indemnités d'accidents du travail

p8 : Coup de queue

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

SUISSE

Réunis le 21 novembre en assemblée à Berne, les délégués du syndicat Unia se sont prononcés pour le lancement d'une initiative visant à introduire un salaire minimum. Celui-ci devrait avoisiner les 3 900 francs suisses par mois.

Tout comme le Parti socialiste et l'Union syndicale suisse, Unia veut inscrire le montant d'un salaire minimum dans la constitution. « Il n'est pas acceptable que, malgré leur dur labeur, des travailleurs doivent se contenter de salaires indécentes », a déclaré le coprésident d'Unia.

Ainsi, les conventions collectives de travail ne pourraient pas prévoir des salaires moins élevés. Les délégués estiment que le revenu minimum doit avoisiner deux tiers du salaire médian, soit 3 600 francs 13 fois par an, ou douze salaires mensuels à 3 900 francs.

Le 9 novembre dernier, le lancement d'une initiative dans le même sens a été approuvé par les délégués de l'Union syndicale suisse (USS). Unia et l'USS vont se mettre ensemble pour élaborer le texte détaillé au cours des prochains mois afin de n'avoir plus qu'une seule initiative au final.

BELGIQUE

Soutenus par un front commun syndical (CNE-LBC-NVK-GNC, Setca-Bbtk, CGSLB-ACLVB), les salariés de l'entreprise pharmaceutique Sanofi-Aventis de Boortmeerbeek ont observé le 27 novembre un arrêt de travail à la suite de l'annonce d'un transfert d'activités chez DHL-pharma. qui concerne 20 emplois et du licenciement collectif de 43 personnes dans le cadre de la loi Renault. Les travailleurs de Boortmeerbeek demandent que ces deux opérations soient traitées dans un dossier unique. Les syndicats soulignent que les travailleurs assureront cependant les commandes urgentes de produits "life saving". Après une rencontre avec la direction et une assemblée générale des travailleurs, ils ont décidé de poursuivre l'action tant qu'une réponse favorable n'aura pas été donnée par la direction. Des conseils d'entreprise extraordinaires pour la restructuration et pour le transfert d'activité sont prévus le vendredi 4 décembre.

NIGER ET SENEGAL

Un nouveau rapport de la CSI sur le respect des normes fondamentales du travail au Niger et au Sénégal dénonce les violations dont sont victimes les syndicats et les travailleurs nigériens et sénégalais.

Sur le thème de la liberté syndicale, le rapport affirme que le dialogue social reste beaucoup trop faible au Niger et que le droit de grève y connaît plusieurs restrictions. Le rapport dénonce également la possible dissolution d'un syndicat par simple voie administrative au Sénégal. Le droit de grève y est limité entre autres par la possibilité de réquisitionner des travailleurs pour remplacer les grévistes. Les organisations syndicales dénoncent le harcèlement dont les syndicalistes sont souvent victimes et déplorent le non-respect des engagements pris entre partenaires sociaux.

En ce qui concerne la discrimination en matière d'emploi, le rapport

met en exergue la situation extrêmement vulnérable des femmes nigériennes. Pour Guy Ryder, Secrétaire Général de la CSI, « il est inacceptable qu'au Niger les femmes représentent les deux tiers de ceux vivant en dessous du seuil de pauvreté absolue. Une politique nationale, cohérente, et efficiente en vue de la promotion de la femme sur le marché du travail fait cruellement défaut et il est regrettable que la lutte contre la discrimination reste partielle et si peu efficace ». Source : <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article4618>

HONDURAS

Le président Zelaya soutenu par les classes travailleuses (sa volonté d'augmenter le salaire minimum de 60 % a précipité le putsch contre lui) a appelé au boycott du scrutin présidentiel du 29 novembre. La communauté internationale condamne cette parodie d'élection... à l'exception des Etats-Unis : Obama a encore un effort à faire en matière de politique étrangère !

Comme dit Zelaya, « Contrairement aux Irakiens ou aux Afghans, les Honduriens ne se laisseront pas imposer une parodie de démocratie. Les Etats-Unis sont démocrates chez eux ; qu'ils ne se mêlent pas de l'étranger. »

ALLEMAGNE

Mettre en garde General Motors contre tout plan social drastique dans sa filiale européenne. C'est l'objectif des grèves d'avertissement qui ont eu lieu le 4 novembre dans les usines allemandes d'Opel.

Le constructeur américain a décidé de conserver les 55 % d'Opel qu'il avait promis au Canadien Magna et à la banque russe Sberbank. GM n'a pas encore dévoilé son plan de restructuration ni comment il compte le financer. Mais déjà, la Grande-Bretagne, la Pologne et la Belgique, dont les usines étaient menacées par le tandem russo-canadien, se disent optimistes.

Au total, Opel emploie 50 000 personnes en Europe, pour moitié en Allemagne, où l'annonce de General Motors a fait l'effet d'une douche froide. Jusqu'à présent, les salariés des usines allemandes se croyaient en effet à l'abri. Les syndicats allemands cherchent à mobiliser au-delà des frontières nationales pour faire de la défense de l'emploi chez Opel une cause européenne.

ETATS-UNIS

Le projet de loi d'Obama sur la réforme de la santé paraît en bonne voie. Une première version a été votée par la Chambre des Représentants. Si elle était appliquée, elle permettrait à 31 millions d'américains supplémentaires d'être couverts par une assurance maladie et interdirait aux assurances privées de suspendre la couverture de gens malades.

Par ailleurs, le Sénat a accepté à son tour de discuter du projet de loi. Si une version sénatoriale du projet était votée, il faudrait ensuite faire voter une version commune par les deux chambres.

A noter toutefois que pour parvenir à ce vote des restrictions ont été apportées sur la couverture des avortements, y compris par les assurances privées.

COMPTE RENDU DE NOS 7^{èmes} VENDÉMAIRES

« Comment articuler Résistance Sociale et alternative au capitalisme ? »

Accueillis par Christian Hutin, député-maire de Saint-Pol-sur-Mer, une centaine de participants se sont retrouvés samedi 17 octobre à la Maison du Méridien de Dunkerque Malo-les-Bains pour nos 7^{èmes} Vendémiaries.

Le Bureau national de Résistance sociale tient à remercier les bénévoles qui, autour de Claude Nicolet et Lydie Lahaeye, ont permis la réussite de nos premières Vendémiaries déconcentrées. Merci à toute l'équipe pour la logistique, la couverture presse et sa constante bonne humeur !

Plus d'une dizaine de personnalités engagées dans le milieu syndical (**Rémi Aufrère**, resp. CFTD cheminots, membre du collège des syndicalistes pour le Grenelle de l'Environnement, **Patrick Hallinger**, secrétaire national de l'UGFF-CGT, **Bernard Lecomte**, responsable local CFTC, **Didier Rossi**, responsable FO-communication), associatif (**Françoise Nay**, animatrice du collectif de défense des hôpitaux publics et des maternités de proximité, **Jacques Nikonoff**, porte-parole du M'PEP, **Patrice Siard**, secrétaire national de République et Socialisme) et politique (**Patrice Bessac**, porte-parole national du PCF, **Louardi Boughedada**, secrétaire départemental du Nord - Les Verts, **Françoise Dal**, conseillère régionale MRC du Nord-Pas-de-Calais, **Guy Lafleur**, secrétaire du PCF Dunkerque - au nom d'**Eric Corbeaux** 1^{er} fédéral du Nord et porte-parole national du PCF, **Claude Nicolet**, 1^{er} fédéral du MRC Nord, **Pierre Larroustou**, économiste, ancien membre du CN du PS, Président de Nouvelle Gauche, **Jacques Rigaudiat**, Secrétaire national du PG, ancien conseiller social du premier Ministre, auteur du « *Nouvel Ordre prolétaire* ») se sont réunies pour débattre entre elles et avec les citoyens engagés du Nord-Pas-de-Calais.

Cette grande diversité a permis des débats riches, construits et un véritable échange entre les intervenants et avec la salle.

De l'avis de tous, la crise sociale qui touche la France est réelle : bientôt la barre des 10 % de chômeurs officiellement recensés sera dépassée, la précarisation se généralise par une explosion des demandes de RMI et une diminution de 20 % des CDI. Si la spéculation a repris (+54 % pour le CAC 40 depuis mai), les fermetures d'usines, les délocalisations, etc. continueront à se développer dans les mois à venir. Si les fonds de nos concitoyens investis par le gouvernement dans les banques ont permis de les sauver du naufrage, aucun retour n'est à attendre d'elles pour amortir l'effet de la crise sociale qui se fait pleinement sentir depuis la rentrée.

Pire, si celle-ci a été limitée dans un premier temps par notre système social et nos services publics, les attaques à répétition du gouvernement vis-à-vis du code du travail, des conditions de travail et des services publics (EDF-GDF, SNCF, La Poste...) laissent craindre une aggravation de la situation. La réalité que vivent les Français est la réalité sociale, non celle

des marchés financiers.

Le débat de la matinée fut l'occasion d'une réflexion commune autour du thème « **Comment l'idéologie libérale peut-elle encore rester aux commandes ? Comment résister ?** » animée par notre porte-parole, **Jean-Claude Chailley** et complétée par l'interrogation de la seconde table ronde de l'après-midi « **Comment créer les conditions de la résistance sociale et de l'alternative politique ?** » présidée par notre secrétaire général, **Michel Jallamion**.

COMMENT L'IDÉOLOGIE LIBÉRALE PEUT-ELLE RESTER AUX COMMANDES ? COMMENT RÉSISTER ?

L'ensemble des intervenants s'est accordé pour admettre que la lutte idéologique semble tourner en défaveur des libéraux qui prennent désormais des accents jaurésiens pour dissimuler leur action. Il semble évident pour tous que l'idéologie libérale est malmenée par les mobilisations des salariés (la désespérance entraînant une radicalisation des luttes), des élus (qui s'opposent aux fermetures d'usines, de gares, de bureaux de poste, d'écoles, d'hôpitaux, de maternités...) et des citoyens (chacun se souvient encore des manifestations des 29 janvier et 19 mars regroupant 3 millions de personnes et, plus près de nous, des 2,3 millions de participants à la votation citoyenne sur La Poste).

Comme l'a rappelé à la tribune **Marinette Bache**, présidente de Résistance sociale, beaucoup de chemin a été parcouru depuis la création de Réso, il y a un peu plus de 6 ans. A cette époque, seule notre association réussissait à faire débattre publiquement un aussi large spectre politique, associatif et syndical pour deux raisons : il y avait une méfiance, voire un mépris, entre organisations syndicales et partis politiques et chaque groupement pensait avoir raison seul contre les autres. Aujourd'hui, la multiplication des collectifs, des comités unitaires et la pluralité des débats publics montrent que la phase de convergence est enclenchée. Celle-ci a lieu assez facilement et naturellement sur les services publics ; les luttes pour les hôpitaux ou La Poste sont assez emblématiques de cette évolution.

Cependant, ces luttes unitaires restent sectorielles. D'où la difficulté à organiser la résistance pour inverser le rapport de force afin de passer à l'offensive.

Des collectifs à la lutte globale

Il faut travailler sans relâche, comme l'a affirmé avec conviction **Patrick Hallinger**, à l'unité du trépied organisations-citoyens-élus et à la confortation de nos points de convergences et de divergences. Il faut ancrer ceux-ci dans le réel afin d'explicitier notre conception d'une autre société basée sur la solidarité et la fraternité.

COMPTE RENDU DE NOS 7^{èmes} VENDÉMAIRES

Didier Rossi, responsable de FO-communication, insistait sur le long cheminement qui avait conduit à la votation citoyenne sur La Poste, avec en point de mire la demande d'un référendum. Selon lui, cet appel aux citoyens pourrait inaugurer une autre forme d'action, à côté de la grève. Il devient nécessaire de trouver l'articulation qui peut permettre à ces deux formes de luttes (celle des salariés et celle des citoyens) de se renforcer mutuellement sans se confondre. **Françoise Nay**, animatrice du collectif de défense des hôpitaux publics, mettait en avant le fait que l'action du collectif, notamment auprès des praticiens hospitaliers, avait permis de faire évoluer la loi « hôpital, patients, santé et territoires », dite « loi Bachelot ». Mais la casse de l'hôpital public et la disparition des services de soins de proximité semble inéluctable à moins d'une réponse frontale, unitaire et d'ampleur. Le gouvernement est prêt à jeter aux oubliettes notre service public de la santé, qui était considéré, il n'y a pas si longtemps, comme l'un des meilleurs au monde.

La votation citoyenne sur La Poste doit servir d'exemple à condition de globaliser les revendications. Il est nécessaire, comme l'a rappelé **Patrice Bessac**, porte-parole du PCF, de rechercher le maximum de convergences avec les différentes organisations de gauche qui ne se cantonnent pas dans une volonté d'opposition stérile, et d'approfondir le dialogue avec les organisations syndicales en débattant sur le fond sans concessions afin de dessiner les contours d'un projet susceptible d'entraîner une majorité de citoyens et de faire échec à celui de la droite.

La lutte contre la loi Bachelot démontre qu'il faut un engagement effectif des structures nationales lorsqu'il s'agit d'un enjeu national majeur pour Sarkozy. Car les énormes mobilisations unitaires et locales associant salariés, usagers et élus ne se traduisent que trop peu souvent par des victoires, qui la plupart du temps ne sont, hélas, que temporaires. Si les coordinations nationales ont démontré leur efficacité en termes de mobilisations et d'organisations pratiques et unitaires des luttes, il est nécessaire que les structures nationales des organisations s'y engagent pleinement et pas simplement la branche, la fédération, ou le responsable national services publics. Il faut un relais médiatique national par le positionnement fort des organisations nationales. C'est cela qui a permis de réussir la campagne sur la votation citoyenne : le climat a changé dès lors que les organisations politiques et syndicales nationales se sont engagées, même modestement, dans la bataille.

Tout le monde a semblé s'accorder sur le fait qu'au-delà des positions idéologiques qui nécessitent la réaffirmation de l'indépendance entre syndicats et partis politiques, l'urgence de la situation, « la réalité des faits », comme l'a dit **Didier Rossi**, nécessite que la lutte soit commune et la plus large possible. Donc, l'impératif pour les syndicats, les politiques et les associatifs de faire œuvre commune est une nécessité

absolue : les complexes historiques et les réserves des uns et des autres nous paraissent devoir être dépassés, même s'il faut, bien sûr, respecter l'identité de chacun.

Autre point de convergence : le dossier des retraites

Il est vital de sauver le système de retraite par répartition. Mais cela n'est pas suffisant. Il faut assurer une retraite digne pour chacun et permettre à tout le monde d'en jouir. **Jacques Rigaudiat** a rappelé que beaucoup d'ouvriers meurent après quelques mois de versements de leur retraite, voire avant même l'âge légal de départ, contrairement aux cadres ou à certains employés du tertiaire. La prise en compte de la pénibilité doit se faire via l'espérance de vie par catégorie sociale professionnelle, le but étant que tout le monde puisse bénéficier d'une retraite à taux plein.

L'accent a été mis sur une certaine défense qui consisterait à limiter la revendication au maintien de la retraite à 60 ans alors qu'en réalité on empêche des personnes d'avoir une retraite décente à cet âge. A été souligné le retour nécessaire de la prise en compte des 10 meilleures années pour le calcul de la retraite, au lieu des 25 meilleures années imposées par la réforme Balladur.

L'Europe et la décroissance

Cela nécessite également un discours clair et le dépassement des divergences. Celles-ci, pour la gauche, sont de deux natures : la conception européenne et la croissance.

Si l'idée de **Jacques Nikonoff**, porte parole du Mouvement Politique d'Education Populaire (M'PEP), qui souhaite que la gauche assume le rejet de l'Europe libérale en envisageant la sortie de la France de l'Union européenne, ne fait pas l'unanimité, il est à noter que tout le monde souhaite remettre la souveraineté populaire au cœur de la construction européenne : les peuples doivent pouvoir décider de leur sort, leurs décisions ne doivent plus être remises en cause. De même, les biens communs doivent être constitutionnalisés.

Le souhait de **Louardi Boughedada** de faire porter par la gauche l'objectif de décroissance a soulevé peu d'enthousiasme. De nombreux intervenants, en plus d'une opposition de fond ou de principe, ont souligné qu'elle risquait de se faire au détriment des salariés et des pays pauvres. Cette question a néanmoins permis un débat de fond qui a débouché sur l'idée que le rôle de la gauche doit être de renouer avec ce qu'elle a historiquement porté : la recherche d'un nouveau modèle de développement, basé sur l'émancipation et le progrès social et non sur le seul consumérisme. Pour la plupart des intervenants le débat doit donc avoir lieu sur la définition d'une autre forme de croissance liée à une réflexion sur la répartition et le type de richesses produites.

COMPTE RENDU DE NOS 7^{èmes} VENDÉMAIRES

DES OUTILS POLITIQUES ET IDEOLOGIQUES A REFONDER

De nombreux autres points de convergences ont semblé apparaître tout au long de la journée, notamment celui sur la nécessité d'en finir avec des institutions qui, depuis l'inversion du calendrier et le quinquennat, empêchent l'émergence d'autre chose que d'écuries présidentielles.

Aussi, l'idée de « primaires » pour désigner un candidat commun à toute la gauche n'a pas semblé susciter un large enthousiasme. **Rémi Aufrère** et **Jacques Rigaudiat** ont ainsi exprimé la crainte que cela n'aboutisse à la disparition de la conception que se font les militants de gauche du parti politique, en ne faisant plus reposer celui-ci sur un projet. Par ailleurs, on risquerait d'assister à un gonflement des votes par tel ou tel courant interne ou externe à la gauche. Patrice Siard a lui insisté sur l'utilité du Front de Gauche lors des élections européennes et son souhait que cette alliance électorale entre le PCF, le PG, Gauche Unitaire et République et Socialisme, rejointes par d'autres forces, se renouvelle lors des élections régionales.

Autre point d'accord : l'actualité de la lutte de classes. Seuls les libéraux semblent avoir pris conscience qu'elle était toujours d'actualité. Les salariés représentent désormais 91 % à 93 % de la population active, dont au moins 20 % d'ouvriers. Il y a là des intérêts convergents à faire valoir. **La gauche pour renouer avec le peuple et avec son histoire doit donc remettre en son cœur l'intérêt du salariat** (ce qui inclut bien sûr les cotisations, la retraite, l'éducation, les indemnisations chômage, etc.).

Pierre Larroutou, vulgarisateur de la semaine de quatre

jours, ancien membre du conseil national du Parti Socialiste, a montré, tableaux de l'OCDE à l'appui, la croissance exponentielle du déficit public aux USA depuis l'arrivée des ultra-libéraux au pouvoir (depuis Ronald Reagan) et la baisse de la part des salaires dans le PIB de la France. Cela entraîne la nécessité immédiate de vulgariser les conceptions économiques démontrant le fossé entre le discours et les actes des libéraux.

De nombreux autres points ont été abordés comme la fiscalité, la démocratisation des institutions et du fonctionnement des services publics, le droit de veto des représentants du personnel au CA, la professionnalisation de la politique, le statut de l'élu...

A la sortie, tout le monde semblait s'accorder, malgré l'absence regrettée mais justifiée de **Gérard Filoche**, **Annick Coupé** et **Jean-Marie Alexandre**, sur le haut niveau de débat de ces Vendémiaires. Même si les pistes doivent être approfondies, la multiplicité des axes de convergences et le vouloir travailler ensemble semblent évident. Tout le monde souhaite non pas une simple alternance mais une véritable alternative sans commettre à nouveau les erreurs du passé, en se donnant comme priorité de reconstruire une véritable gauche, de renouer avec le peuple et de permettre l'articulation entre forces sociales et forces politiques.

Ainsi, l'idée de rencontres de cadres intermédiaires syndicaux, politiques et associatifs ferait plutôt consensus à condition qu'un tel regroupement soit déconnecté de toute structure partisane. Cela pourrait permettre aux participants de pouvoir dialoguer et peser dans le même sens : c'est une des conditions d'une large convergence.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Cela vous a peut-être échappé, mais il y a quelques jours, la direction de SFR a contesté la représentativité de Sud. Non pas parce qu'il ne ferait pas un pourcentage significatif aux élections, qu'il n'ait pas de représentants, d'adhérents ou de réalité. Non, non ! Le patronat conteste la représentativité de Sud SFR car il porterait des valeurs contraires aux valeurs républicaines ! Bon, il y aurait déjà beaucoup à dire sur le principe d'une telle loi puisqu'elle pose un principe en sens unique à moins de supposer que le MEDEF -donc les patrons- partage les valeurs de fraternité et d'égalité. Cette restriction est curieuse car les différentes interprétations des valeurs républicaines structurent le débat public : la laïcité -avec le problème des signes ostentatoires, le financement de l'école privée, la reconnaissance des diplômes du Vatican, etc.-, l'égalité -est-ce une valeur strictement limitée à la loi ?-, la fraternité -signifie-t-elle l'inclusion de l'impôt progressif ?-,...

Ensuite, c'est, au mieux, une méconnaissance de ce qu'est le syndicalisme autogestionnaire, au pire, du négationnisme : le socialisme autogestionnaire est lié à l'histoire du syndicalisme et à celle du socialisme. Ce dernier est, avec la République, la base de la République sociale et de la synthèse jaurésienne. Donc nier la corrélation entre république et socialisme autogestionnaire revient à décider que tous ceux qui luttent pour une autre société car ils ne partagent pas les valeurs actuelles sont anti-républicains.

Cela serait d'ailleurs comique si de nombreux patrons n'étaient pas dans l'attente et l'espoir d'un jugement favorable afin de supprimer à défaut de tous, au moins l'un des syndicats les plus revendicatifs ...

Après la casse de la SNCF, on prépare celle de la RATP

Par Marinette BACHE, présidente de Résistance Sociale,
ex-membre du CA du Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF)

En 1997, la SNCF a été littéralement cassée en deux avec la création de Réseau Ferré de France (RFF), chargé de la gestion, de la maintenance et éventuellement de l'extension des infrastructures appartenant auparavant à la SNCF.

L'argumentation, basée sur l'ouverture à la concurrence, était que cette nouvelle entité aurait pour fonction de gérer les droits d'utilisation du réseau ferré, d'en vendre les accès. Comme si la SNCF, elle-même, ne savait pas depuis toujours faire circuler des trains étrangers sur ses lignes ! Mais concurrence oblige ! Et puis l'entretien des voies ça coûte cher, il était bien que l'Etat en garde la charge. Tandis qu'on l'espérait, l'exploitation des trains pouvait engendrer de juteux bénéfices, qu'on concéderait aux entreprises privées. Et on prenait précaution de scinder les transports régionaux (TER et Transilien : les régions paieraient), des grandes lignes nationales et internationales qui rapportent ! Ah, oui, on est bien loin du merveilleux principe de la péréquation qui a été le fondement financier de tous nos services publics depuis la Libération. A l'époque le timbre valait tant sur tout le territoire métropolitain (ça ne va pas durer !), l'électricité avait un même prix pour son kw/h (EDF ou Direct-Energie ?) et le prix du km parcouru par le train était le même quelles que soient la région, la date, l'heure ou la distance. Cela s'appelait l'égalité territoriale, c'était l'aménagement du territoire.

Mais ça ne rapportait pas un sou aux financiers : cruel défaut en cette fin du 20^{ème} siècle, en ce début du 21^{ème} où tout est mesuré à l'aune du profit, sans souci du service à l'utilisateur.

Alors peu importe que la création de RFF soit un échec patent ; peu importe que les relations entre les deux entreprises entraînent des procédures bureaucratiques lourdes ; peu importe que des incompréhensions, des retards ou des intérêts différents engendrent des dysfonctionnements. Tout cela doit céder le pas au dogme libéral.

Au prétexte que l'entreprise doit se recentrer sur son cœur de cible, on scinde la SNCF autour de deux missions prétendument différentes. On ne sait jamais où cette logique peut s'arrêter. Je me souviens de ma propre administration : l'AP-HP. A la fin des années 70, on a supprimé tous les postes « artisanaux » : boulangers, bouchers, puis peintres, plombiers, etc. ... au prétexte que ce n'était pas le métier de notre administration hospitalière ... et on a acheté à l'extérieur. Croyez-vous que les menus se soient améliorés ou que les bâtiments soient mieux entretenus ? Croyez-vous que les postes supprimés aient été réaffectés au lit du malade, comme promis ? Et on ne sait jamais où cette démarche s'arrête : aujourd'hui, l'informatique, les cuisines, l'entretien, la maintenance ont été concédés au privé. Bientôt l'AP HP ne traitera plus les dossiers administratifs des patients et on peut penser que l'accueil des malades pourrait aussi être confié à des sociétés privées. Déjà, on envoie les malades passer des examens médicaux dans des cliniques et laboratoires privés,

puisqu'on diminue les postes de paramédicaux ! Eh oui, il faut « se recentrer » ! Enfin, dans le public, car dans le privé c'est le contraire : une célèbre publicité ringardise les banques qui ne vendent pas de téléphones ; bonjour le cœur de cible...

Mais revenons au cœur de cible de nos sociétés publiques de transport. Puisqu'elles aussi ont évolué et qu'il ne s'agit plus d'organiser le déplacement des usagers dans des conditions correctes et au même prix pour tous mais de séparer les secteurs rentables, confiés au privé de ceux qui ne le sont pas gardés dans le giron public, l'idée est venue de faire à la RATP ce qui a si bien réussi à la SNCF.

Deux députés UMP, dont Gilles Carrez, membre du CA de la RATP, viennent de déposer un amendement au projet de loi sur le Grand Paris instituant la casse de la RATP sur le modèle de la casse (je tiens à ce mot, physiquement adapté) de la SNCF. Des deux entreprises ainsi créées, l'une gérerait les infrastructures du métro, l'autre l'exploitation du réseau. L'une, non rentable, coûteuse en investissements et en maintenance, resterait publique. L'autre rentable, ô combien, d'autant plus qu'elle serait libérée des contraintes du long terme, serait évidemment privatisée. Véolia a depuis quelques années pointé son nez. Mais d'autres sont sur les rangs et il n'est pas farfelu de penser que le réseau puisse être mis aux enchères par lots : à toi la ligne 1, à moi la ligne 2, à toi le RER A, à moi le D, etc.

On s'éloigne fort de la notion de service public qui permet par l'équilibre des coûts, la satisfaction des besoins. Jacques Eliez, secrétaire national du syndicat CGT de la RATP l'exprime parfaitement : « cloisonner l'entreprise, c'est fragiliser le service public ».

Entre le dépôt de cet amendement et les projets sarkozystes du « Grand Paris », on voit ce qui se dessine. Le métrophérique, le grand huit ont fort peu de chances d'avoir des exploitations publiques. D'ailleurs, la France est un des rares pays à ne pas avoir repoussé de dix ans l'obligation de concurrence pour les transports urbains. Au contraire, toute nouvelle ligne sera soumise à concurrence dès 2010.

Ce qui est le plus inquiétant c'est que cela se passe dans un contexte d'anonymat pratiquement total. Alors que se profilent à un proche horizon les élections régionales... Les élus franciliens de gauche vont-ils enfin s'exprimer ?



ACTUALITÉ SOCIALE

Communiqué de Résistance Sociale

17 DÉCEMBRE : MEETING DE LANCEMENT DES ÉTATS GÉNÉRAUX POUR LE SERVICE PUBLIC

Les services publics sont au cœur de notre modèle social, porteurs de notre exigence d'égalité, ils remontent à la Révolution française, à la Commune de Paris et au Conseil national de la Résistance.

Après les actions et manifestations de soutien aux services publics que sont la SNCF, la Sécurité sociale, EDF-GDF, l'Éducation nationale, l'hôpital public ..., la votation citoyenne sur La Poste a encore confirmé l'attachement des Français aux services publics.

Les gouvernements acquis au libéralisme souhaitent transformer totalement notre société, via l'Union européenne et l'OMC, en une société où la concurrence serait « libre et non faussée ». Alors ils n'hésitent pas à transformer nos services publics en leur ersatz : le service universel. Nos gouvernements libéraux n'hésitent pas au passage à démanteler et à privatiser. Au nom d'une rentabilité économique qu'ils font primer sur la rentabilité sociale, ils laminent leurs effectifs et leur implantation territoriale via notamment la RGPP ou la loi hôpital, patients, santé et territoires.

Il est temps de réagir : les organisations ci-dessous, partis, syndicats, associations d'usagers, appellent à la tenue d'États généraux pour défendre et développer nos services publics.

Le meeting de lancement des États généraux aura lieu

le jeudi 17 décembre à 18H30 à la Maison de la Mutualité à Paris.

Résistance sociale vous appelle à y participer.

Le comité national est constitué des organisations suivantes (ordre alphabétique) : AITEC ; ATTAC ; UGFF CGT ; Fédération des Services publics CGT ; Collectif national droits des femmes ; Confédération Paysanne ; Convergence Nationale des collectifs de défense et développement des SP ; Comité national des Privés d'Emploi CGT ; Confédération paysanne : Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité ; Fondation Copernic ; FSU ; GU ; Les Verts ; LDH ; M'PEP ; NPA ; PCF ; PG ; PS ; Résistance Sociale ; Solidaires ; Syndicat de la Magistrature ; UNEF.



Non à la taxation des accidentés du travail !

Pétition

Contre la mesure annoncée qui vise à taxer les indemnités des accidentés du travail

Il y a quelque chose d'obscène dans la mesure annoncée qui vise à imposer les indemnités des accidentés du travail. C'est s'en prendre aux salariés dans leur chair.

Alors que, subordonnés à l'employeur, ils viennent d'être brutalement vulnérabilisés par un accident survenu au travail.

Alors qu'ils ne touchent déjà que 80 % puis 60 % du salaire journalier de base.

Alors qu'ils sont frappés par les franchises médicales et les déremboursements.

Alors que, très souvent, leur avenir est devenu incertain du fait du handicap qu'ils subissent.

La justice serait, au contraire, que les accidentés touchent davantage que la totalité de leur salaire, à titre de réparation.

Ne pas imposer jusque-là les indemnités journalières des accidentés du travail n'était qu'une frêle compensation.

La supprimer serait scandaleux. D'autant que le total des accidents du travail vient d'augmenter de 0,4 % depuis 2 ans. Et que les suicides à cause du travail, et pas seulement à France Telecom, ne sont pas reconnus légalement autant qu'il le faudrait comme des accidents.

Il faudrait aller exactement dans la voie inverse et mieux prévenir, protéger, réparer les accidents et les victimes. Car il y a 2 morts par jour au travail dans le seul secteur privé, 16 % de plus entre 2006 et 2008. On dénombre 720 150 accidents du travail avec arrêt par an, 46 436 accidents avec incapacité permanente, 37 millions de journées d'indemnisation AT. Les rapports officiels reconnaissent, d'autre part, que le chiffre de 43 832 maladies professionnelles, avec 8,7 millions de journées d'IT, est largement sous-déclaré.

Ce sont des chiffres ? Non, ce sont des vies. Des dizaines de milliers de vies que l'organisation du travail brise.

Nous appelons à la mobilisation pour réagir, alerter, rassembler tous celles et ceux qui sont scandalisé-e-s, de façon à faire reculer, catégoriquement, cette mesure inique, intolérable, inhumaine.

Pour signer la pétition, rendez-vous sur le site : <http://www.non-taxation-at.net/>

COUP DE GUEULE

Sarko au pied du mur

Par Jean-Luc GARNIER

Alors, comme ça, il paraîtrait que notre président bien-aimé était déjà au pied du mur, il y a 20 ans (comme quoi on n'échappe pas à son destin, cela se confirme). Oui, le service com' de Sarkozy (un Sarkozy, faut-il le rappeler, au plus bas dans les sondages et dans le cœur des Français) a frappé fort : le 9 novembre 1989, un Sarko tout frémissant et investi d'une mission de défense du Monde libre, ayant pressenti avant tout le monde la « chute du Mur » se serait donc rendu, peut-être même à genoux, cierge en main, qui sait, vers la porte de Brandebourg pour voir tomber les premières briques (rouges) d'un mur aussi épais que communiste.

Faisons confiance à son service de presse : dans une semaine, il nous apprendra, des trémolos dans la voix et des larmes attendries plein les yeux, que c'est Sa Majesté Napoléon IV qui a donné le premier coup de pioche, avec ses petits bras frères.

Cette re-mise en scène constitue le comble du ridicule (le photographe ayant depuis affirmé que le cliché avait été pris le 10 et non le 9 – mais, nous rétorquera-t-on, on fait dire aux chiffres ce que l'on veut–).

Car, s'il existe un mur qu'on aimerait le voir abattre, c'est bien celui qui le sépare désormais du peuple : ce mur si haut et si épais qui sépare

le Roi de ses sujets : le mur de l'arrogance, le mur du mépris : le vrai mur de la honte.

Monsieur Sarkozy, on vous dit donc grand médium d'évènements historiques. Comment se fait-il alors que vous ne voyiez rien des détresses qui se déroulent dans le pays même que vous prétendez diriger ? La hausse du chômage, les délocalisations, la précarisation généralisée, le bafouement, coup bas après coup bas, des services publics, le mépris des simples citoyens, plèbe indigne de votre cour de sycophantes bling-bling et m'as-tu-vu...

Descellez donc une brique de votre nouveau mur, et passez un oeil dans l'ouverture ainsi pratiquée. Par cette fenêtre, vous pourrez apercevoir de vraies gens, avec de vraies détresses, de vraies questions et un vrai désespoir. Vous pourrez aussi peut-être pressentir que certains coups de pioches qu'ils s'approprient à donner ne seront pas destinés qu'aux briques... Un conseil, munissez-vous d'un casque. Après tout, cela ne fera que compléter la panoplie déjà composée d'œillères et de protège-oreilles...

Il y a des révolutions qui (soi-disant) se pressentent. Et il y en a d'autres qui se souhaitent... Qui peut prédire alors quelles têtes vont tomber ?

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de
RESO, association loi 1901

Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable : E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)